

CRISE AU PARTI SOCIALISTE

ROYAL, STRAUSS-KAHN OU FABIUS : L'ENJEU D'UNE BATAILLE

Lors des prochaines élections présidentielles, les travailleurs et la jeunesse auront un objectif central : interdire à Sarkozy (comme à tout autre représentant de la bourgeoisie) de devenir Président. Ils chercheront à infliger une défaite – tant à l'élection présidentielle qu'aux élections législatives - aux candidats de Chirac, de l'UMP et de l'UDF. Pour cela, et souvent dès le premier tour, les électeurs porteront leurs voix sur le candidat issu des organisations ouvrières qui leur paraîtra le mieux à même de vaincre l'UMP, l'UDF et le Front national ; et nombre d'entre eux utiliseront en particulier – c'est vraisemblable – pour l'élection présidentielle, le candidat désigné par le PS quel que soit ce candidat. Pourtant la bataille engagée officiellement au sein du parti socialiste depuis le 3 octobre ne peut laisser personne indifférent car le choix qui va être fait sera lourd de signification et lourd de conséquences.

Bien évidemment chacun de ces trois candidats, s'il est désigné comme le candidat du PS à l'élection présidentielle, entend mettre en oeuvre le projet du Parti socialiste: ce projet se situe d'abord en défense des intérêts de la bourgeoisie française. À ceci s'ajoutent quelques vagues mesures qu'il est à peine possible de qualifier de sociales.

Mais la situation politique dans laquelle se développe la bataille au sein du Parti socialiste pour le choix de son candidat, la profondeur des divisions qui déchirent le PS depuis deux ans interdit de considérer que le choix du candidat est sans importance ni conséquences. Au contraire de ce qu'explique par exemple la LCR, pour qui « *les candidats du PS pour 2007 ne s'opposent pas sur des questions de programme, mais sur des rivalités d'ambition personnelles* », il s'agit d'une bataille politique qui met en cause l'existence même du Parti socialiste.

Soyons clairs: aucun de ces candidats, aucun dirigeant du PS, ne veut remettre en cause le capitalisme. Il n'est pas question pour eux d'exproprier un seul trust, de remettre en cause l'ordre bourgeois, son État. Mais dans la situation présente, où il n'existe pas de véritable parti ouvrier, de parti révolutionnaire, chacun peut imaginer ce que signifierait la destruction du Parti socialiste si cette destruction était le résultat d'une offensive de la bourgeoisie : il suffit de voir quelle est la situation des travailleurs américains qui ont face à eux deux partis bourgeois (le Parti républicain et le Parti démocrate) et n'ont même pas un parti « social-démocrate » (c'est-à-dire, pour être précis, un parti « ouvrier-bourgeois » : un parti fondé à l'origine par les travailleurs et dirigé depuis par des serviteurs de la bourgeoisie).

On ne peut vaincre Chirac et Sarkozy en faisant « du Sarkozy ».

Pour les militants du Parti socialiste, pour tous ceux qui veulent en finir avec Chirac et Sarkozy, la question est la suivante : peut-on rassembler l'électorat ouvrier, l'ensemble des salariés et de la jeunesse, sans prendre en compte leurs revendications ? Peut-on gagner contre Sarkozy en reprenant le programme de Sarkozy ?

En ce qui concerne Dominique Strauss-Kahn, c'est, à l'évidence, un candidat qui se situe « à droite » du Parti socialiste, et dont l'objectif est une « blairisation » ouverte, sans concession, du Parti socialiste.

Fabius quant à lui fut le premier ministre de François Mitterrand. Il affiche une posture dans la « tradition » du Parti socialiste: quelques promesses sociales limitées accompagnent une politique préservant les intérêts de la bourgeoisie française ; mais compte tenu du discours tenu par Strauss-Kahn, Fabius apparaît comme se situant, - ce qui est une notion toute relative - comme « à gauche » de Strauss-Kahn. Et Fabius avait défendu le vote Non au traité constitutionnel, tandis que Strauss-Kahn était un partisan du Oui, comme presque toute la direction du Parti socialiste.

La question centrale est celle de la candidature de Ségolène Royal : par bien des aspects, les positions que Royal défend sont proches de celles de Strauss-Kahn ; c'est une candidature à laquelle s'est ralliée une grande partie de l'appareil du Parti socialiste au vu des sondages parus dans la presse depuis plusieurs mois. Comment cette « opinion » en faveur de Ségolène Royal a-t-elle été fabriquée ? Elle n'est que le résultat d'une campagne de presse menée de manière systématique par les principaux médias français, télévision, presse et radio. Or 70 % de ces médias sont contrôlés par trois groupes, ceux de Lagardère, de Bouygues et de Dassault, tous proches de Sarkozy. Ils font donc ouvertement

campagne en faveur de Sarkozy et en même temps ils valorisent Ségolène Royal comme étant soi-disant la meilleure candidate pour l'opposition. Elle est la candidate que les médias de la bourgeoisie cherchent à imposer au Parti socialiste ; avec quel objectif ?

Un objectif en réalité très simple. Tout au long de son histoire (depuis le vote des crédits de guerre en 1914), le Parti socialiste s'est comporté comme un rempart en défense de l'ordre bourgeois. Mais, du fait de son origine ouvrière, du fait de l'histoire, et quelle que soit sa composition sociologique, le Parti socialiste (qui s'est substitué à la vieille SFIO moribonde) voit se réfracter en son sein des éléments de la résistance des travailleurs et la jeunesse contre le politique du gouvernement ; et les travailleurs et la jeunesse, chaque fois qu'ils le peuvent, cherchent à se servir de cette vieille organisation comme d'un instrument de combat contre les partis bourgeois.

Une situation inacceptable pour la bourgeoisie.

C'est ainsi qu'en 2004, un an après la mobilisation contre la loi Fillon, les travailleurs ont massivement voté pour le Parti socialiste lors des élections régionales pour défaire la politique de Chirac. En juillet 2004, Chirac, a tenté alors de surmonter sa double défaite électorale du printemps 2004 en convoquant un référendum sur le traité constitutionnel. Il espérait que le Parti socialiste appellerait à voter Oui sans état d'âme. De fait, le 1er décembre 2004, une majorité du Parti socialiste se prononça en faveur du vote Oui. Mais ce vote, aux résultats douteux, ne survenait qu'à l'issue d'une bataille profonde au sein du Parti socialiste : en réalité, la majorité des militants était hostile au traité constitutionnel.

Le résultat fut qu'immédiatement après le vote du 1er décembre 2004, des éléments de résistance issus du PS s'exprimèrent à l'extérieur du Parti socialiste. Puis, au printemps 2005, un nombre croissant de militants du Parti socialiste et certains de ses dirigeants engageaient ouvertement la bataille pour le Non au traité constitutionnel en dépit de l'orientation imposée par la direction de PS. On connaît la suite : Chirac fut battu. Le Non l'emporta. La résistance qui s'était exprimée au sein du Parti socialiste puis à l'extérieur avait joué un grand rôle (cette résistance s'appuyant elle-même sur les mobilisations de la jeunesse du printemps 2005). Depuis ce vote, c'est toute l'Union européenne qui est comme paralysée.

Pour la bourgeoisie, cette situation est inacceptable. Elle le fut tout autant au printemps 2006 quand la jeunesse se dressa contre le projet de CPE. Le Parti socialiste comme le Parti communiste furent obligés - de par la puissance de la mobilisation - de se prononcer très clairement pour le retrait pur et simple du CPE, et les dirigeants des syndicats ne purent négocier ce projet avec le gouvernement.

Cette unité, ce Front unique ainsi réalisé fut décisif pour imposer le retrait du CPE au printemps 2006.

C'est pour interdire que le PS soit, pour les travailleurs, un éventuel recours contre la politique gouvernementale que la bourgeoisie propulsa dans les médias une dirigeante de troisième ordre, Ségolène Royal, qui était surtout connue pour des positions et initiatives fort réactionnaires.

L'objectif est de faire avaliser cette candidature par les militants du Parti socialiste en dépit de la résistance d'un grand nombre d'entre eux. Cette offensive a été facilitée, encouragée, par tous les dirigeants du parti qui, sans exception, y compris Emmanuelli et Fabius, ont refusé d'exiger le départ de Chirac, ont refusé d'appeler à la mobilisation pour en finir immédiatement avec Chirac alors que nombre de manifestants du printemps 2006 scandaient : « *Qu'ils s'en aillent !* ».

Ils ont ainsi légitimé ce gouvernement réactionnaire, le laissant poursuivre son offensive.

C'est dans cette situation que l'opération Ségolène Royal a pu acquérir une certaine crédibilité et obtenir le soutien de l'essentiel de l'appareil du Parti socialiste en septembre 2006.

Une machine de guerre pour détruire le PS

À la manière des candidats-bonaparte, elle met en place son propre réseau de soutien par-dessus la tête du Parti socialiste ; elle fuit le débat avec les militants, ne les acceptant que contraints.

Quant à ses éléments de programme, ils sont tous totalement réactionnaires ; ceci va de « *l'ordre juste* » (formule empruntée au pape Benoît XVI) qui devrait s'appliquer à l'école, aux immigrés, etc... jusqu'aux emprunts directs à Sarkozy : « *l'idéal* » serait ainsi, dit-elle, de « *supprimer la carte scolaire* ». Et elle propose de confier à l'armée le soin de redresser les jeunes difficiles, etc. (cf ci-après).

Il faut le dire : l'opération Ségolène Royal est une machine de guerre contre le Parti socialiste, contre les travailleurs et la jeunesse, qui menace l'existence même du Parti socialiste. C'est d'abord une machine à perdre les élections. En calquant ses positions sur celles de Sarkozy, elle fait fuir une grande partie des électeurs ouvriers et de la jeunesse. Si elle devait être élue, elle agirait aussitôt en parfait Bonaparte.

Nombre de militants du Parti socialiste perçoivent le danger. Beaucoup font une analyse pertinente du caractère réactionnaire de l'opération Royal. Ils sont donc amenés, parfois sans illusion à l'égard de Fabius, à combattre en faveur de cette candidature Fabius afin de mettre en échec l'opération Royal.

Mais le combat des militants pour tenter de mettre en échec l'opération « Royal » est lui-même entravé, handicapé, par la politique que défend Fabius et ceux des dirigeants du PS qui sont hostiles au projet de Royal. Ils critiquent par exemple la Cinquième République mais n'ont pas l'objectif d'en finir avec ces institutions réactionnaires qui donnent tout pouvoir au président-bonaparte. Tout au plus s'agit-il d'aménager cette V^{ème} République pour prolonger son existence. Le fait même que la désignation du candidat du PS à l'élection présidentielle prenne une telle importance, et accentue à un tel niveau la crise du PS, montre à quel point le PS s'est adapté, moulé, dans les institutions de la V^o République.

De même Fabius, à juste titre, proteste-t-il contre le projet de Royal et Sarkozy de détruire la carte scolaire. Mais ni Fabius ni aucun responsable du PS (aussi « radical » soit son verbe) ne se prononce pour en finir avec le financement des écoles privées par l'État. Or c'est l'existence de ces écoles privées qui est la cause première du « contournement » de la carte scolaire, accentuant violemment la ségrégation sociale à l'école.

La résistance d'une partie importante des militants du PS à l'opération « Royal » n'en est pas moins profonde. La volonté de ces militants est que leur parti soit représenté à l'élection présidentielle par un candidat qui ait défendu le Non au traité constitutionnel, un candidat qui ne tourne pas ostensiblement le dos à toutes leurs revendications. Surtout, cette résistance exprime la volonté de mettre en échec une candidate qui affiche ouvertement son mépris du parti, refuse de rendre compte à ses militants et veut avancer à marche forcée vers la liquidation du PS en l'adaptant totalement, organiquement, à la V^{ème} République. Les militants révolutionnaires considèrent que le combat pour tenter de préserver le parti socialiste face à une opération montée par la bourgeoisie est légitime ; cela ne peut remplacer le combat pour construire une organisation révolutionnaire sur un programme révolutionnaire, mais le fait qu'il y ait ce combat à l'intérieur d'un parti tel que le PS est en soi positif.

QUELQUES MORCEAUX CHOISIS

Ségolène Royal souhaite « *rallonger le temps de présence des enseignants dans les écoles* » (« on peut demander aux enseignants de rester sur place s'il y a des ordinateurs et des endroits pour recevoir les parents »)

« *L'idéal* » serait de « *supprimer la carte scolaire* » ou à tout le moins « *desserrer ses contraintes* » ; mais dans les faits, permettre le choix « entre deux ou trois écoles » revient à supprimer cette carte.

Elle annonce – au nom de « *l'ordre juste* » - la « *création d'un nouveau métier* » : un deuxième adulte dans les classes « *lorsque c'est nécessaire* » (ce qui a fait ricaner les enseignants de tout le pays).

Elle veut qu'un soutien individuel scolaire soit fait bénévolement par de jeunes étudiants inscrits dans le cadre du Service civique obligatoire et qui, « *en contrepartie* », verraient des unités de valeur (UV) validées dans leur cursus. (Ce sera donc du travail gratuit en échange de diplômes !).

De même, en troisième et quatrième années d'université, « *tous devront faire du tutorat* » auprès des cadets de première et deuxième années.

Ces déclarations faites aux journalistes juste avant un meeting...ne furent pas, ensuite, données aux militants : « *J'ai zappé* » dira-t-elle ensuite (cf Le Monde du 5 septembre).

« VALEUR TRAVAIL » OU VALEUR DU TRAVAIL ?

Royal met en avant « un corpus de valeurs » et refuse d'être plus précise sur ses projets : « *on est dans une élection présidentielle, on n'est pas là pour choisir un gouvernement ou un premier ministre* » (déclaration typique du bonapartisme dont elle rêve).

Quelles sont ces valeurs ? C'est « *l'ordre juste, la République du respect* » (Sarkozy dit : « *je veux une école du respect* ») ; elle vante aussi « *la démocratie participative et la valeur travail* »... Mais pour les travailleurs, les considérations métaphysiques sur la « *valeur travail* » ne peuvent remplacer la valeur du travail : Quel salaire ? Quel temps de travail ? Quelles conditions de travail ?

QUAND ROYAL AGRESSE UNE MILITANTE DU M. J. S.

Royal met en avant sa condition de femme mais quand une jeune militante, Nolwenn, membre des Jeunesses socialistes, l'interpelle sur la nécessité de maintenir une claire opposition avec les partis

bourgeois, elle l'agresse publiquement, cherche à la ridiculiser, expliquant qu'elle est incapable de penser seule. Et l'un des principaux soutiens de Royal insulte le M. J. S. qualifié d'« école du vice ».

Autres Royalties offertes au patronat : « *que le contrat remplace la loi...* ». Royal fait ainsi écho au projet patronal de suppression de l'article 34 de la constitution qui précise que les questions sociales relèvent de la loi. Le projet patronal s'il était adopté interdirait désormais à l'Assemblée toute loi sociale. Seuls seraient valables les contrats passés entre le patronat et certains dirigeants syndicaux.

Elle propose le vote obligatoire aux élections et « *réfléchit* » à « *l'obligation d'adhérer à un syndicat* ».

Elle vante le modèle suédois où il y aurait notamment « *le moins de grèves* » et « *le moins d'écart salarial* » : elle rêve ainsi d'un appareil syndical puissant capable d'interdire les grèves sauvages, spontanées. Mais elle truche la réalité : en Suède, l'inégalité sociale ne cesse de croître.

Après avoir mené campagne pour le Oui au traité constitutionnel elle prône « *la démocratie participative* » et « *une décentralisation radicale* ».

Propositions de Strauss Kahn : Depuis New-York, Strauss Kahn a lancé un appel à « *dynamiter* » le système universitaire français : « *Il faut créer une concurrence entre les établissements et mettre fin à l'hypocrisie du diplôme unique* ». Sarkozy a dû crier au plagiat ! Est-il vraiment nécessaire de préciser que ce soi-disant socialiste a défendu le Oui au traité constitutionnel européen ?

Propositions de Laurent Fabius

Il entend d'abord défendre les « *intérêts de la France* », (c'est-à-dire les intérêts généraux de la bourgeoisie française). Sur cette base, il propose : Augmentation immédiate du SMIC de cent euros et hausse des autres salaires (mais pas le rattrapage du pouvoir d'achat perdu ni l'échelle mobile des salaires).

Il affirme la défense de la laïcité, de la carte scolaire, et de la loi de 1905 de séparation de l'église et de l'État que Sarkozy veut modifier au profit des églises: « *il n'en est pas question* ».

Un référendum dès septembre 2007 proposerait en particulier « *le renforcement du rôle de l'Assemblée nationale* ». Ce référendum porterait aussi sur « *la responsabilité pénale du chef de l'État* » et sur « *le droit de vote des étrangers installés sur notre sol aux élections locales.* »